

Laurent Wauquiez «dézingue» les zones protégées d'Auvergne-Rhône-Alpes



Laurent Wauquiez en 2019 au Salon de l'agriculture (© Arthur Nicholas Orchard Hans Lucas via AFP)

13% du territoire Auvergne Rhône-Alpes, soit près de 10 000 km², sont couverts par le réseau Natura 2000. Avis d'extinction pour les zones Natura 2000 en Auvergne-Rhône-Alpes: Laurent Wauquiez, le président de la Région, a décidé de couper le robinet des subventions européennes dédiées à cet outil qui préserve depuis 30 ans les territoires dotés d'une flore et d'une faune jugées «exceptionnelles».

Depuis la loi 3DS («différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification») du 21 février 2022, la compétence de la transition écologique a été transférée de l'État aux collectivités territoriales. Il est aujourd'hui du devoir des Régions de remplir les demandes de Fonds européens agricoles pour le développement rural (Feader).

En France, Auvergne-Rhône-Alpes est la seule qui a choisi de ne pas flécher les crédits de cette enveloppe vers Natura 2000. Sans cette subvention, 266 sites naturels auralpins sont menacés. Sur le terrain, 100 à 200 temps pleins de chargés de mission, les 938450 hectares sur lesquels ils veillent et les 2000 espèces protégées qui y sont abritées sont concernées.

Sur le site des gorges de l'Ain, les pelouses sèches à orchidées abritent des trésors de flore et d'insectes. Ses cavernes sont primordiales à la conservation des espèces de chauves-souris européennes. «Notre technicien est chargé de l'animation du comité de pilotage. Ça implique de travailler avec les agriculteurs et les naturalistes et de réaliser les études d'impact, détaille Benjamin Raquin, président du site et maire de la commune de Grand-Corent (Ain). Ces animations comptent pour 80% du budget, et le solde permet de faire intervenir des prestations: animation grand public, comptage de chauve-souris, sensibilisation...»

Autant qu'un espace préservé, Natura 2000 est un outil de concertation locale. Les animateurs y tissent les liens entre agriculteurs, élus, associations et naturalistes. Objectif: préserver les territoires tout en y maintenant une activité raisonnée de tous ces usagers.

«Ça nous a permis de construire des parcs de pastoralisme qui prennent en compte le passage de randonneurs, prend en exemple Benjamin Raquin. Les naturalistes font un travail d'analyse et de cartographie des habitats en discernant les zones sous-pâturées ou sur-pâturées. Les agriculteurs peuvent alors organiser leur parc pour que les bovins l'exploitent

au mieux». Directeur du conservatoire d'espace naturel d'Auvergne, Pierre Mossant le confirme. Certaines communes valorisent même la qualité Natura 2000 de leurs territoires dans leur offre touristique.

Si l'enveloppe dédiée à Natura 2000 s'évapore, les mesures agro-environnementales ne pourront plus être financées, pas plus que les contrats avec les forestiers ou avec les agriculteurs pour une gestion raisonnée. Au risque d'être mis à l'amende par l'Europe.

Alors qu'il tient le couteau, l'exécutif régional rejette la faute de cette coupe budgétaire sur les arbitrages de l'État. Le financement de l'installation de jeunes agriculteurs n'est pas la seule motivation de l'élu Les Républicains, pour qui les salariés des zones Natura 2000 s'apparentent à des militants d'opposition. Lors du conseil régional du 18 mars 2022, l'élue écologiste Florence Cerbai l'a interpellé sur ce sujet.

Laurent Wauquiez lui répond dans le huis clos de la commission permanente: *«Dans la défense que vous avez faite des crédits Natura 2000, objectivement, on était à la limite de l'emploi fictif. Ce que vous avez expliqué, c'est que c'était vraiment dommage qu'il n'y ait plus ces fonctionnaires parce que ça faisait les militants pour ensuite faire de l'opposition sur le terrain avec vos actions [...] je suis convaincu que c'est bien le sujet, et d'ailleurs que ça pose un problème très très lourd en fonctionnement républicain»*. Quelques secondes plus tard, le président d'Auvergne-Rhône-Alpes enfonce le clou: *«Ça pose un problème: vous avez des gens salariés, qui perçoivent des subventions publiques, et qui sont ensuite l'armature de vos campagnes électorales»*.

Cette vision interloque les acteurs de terrain. Le logiciel de Laurent Wauquiez est également influencé par ses alliés électoraux: les fédérations locales de chasseurs et le syndicat agricole majoritaire: *«Les chasseurs et la FNSEA sont des opposants historiques aux zones Natura 2000, qu'ils perçoivent comme des obstacles à la chasse et à l'agriculture intensive. Laurent Wauquiez leur donne satisfaction: les dézinguer, c'est récolter le soutien des milieux agricoles les plus rétrogrades»*.

Le conseiller régional Maxime Meyer insiste: *«Laurent Wauquiez mène un combat idéologique pour assécher les ressources de ceux qu'il perçoit comme des adversaires. En 2016, il s'était attaqué aux naturalistes. Là, il a supprimé les aides à la culture en mai. Il a abandonné les subventions de l'Association départementale pour le développement de l'emploi agricole et rural, qui aide les jeunes paysans à s'installer»*.

Du côté de la Commission européenne, on est plus diplomate. En coulisse, la direction générale Environnement de la Commission s'inquiète dans une note interne datée du 7 juillet 2022 que des garanties sur le maintien des financements [Natura 2000] pour les régions (notamment Auvergne-Rhône-Alpes et Bretagne) sont encore nécessaires; adoption insuffisante du cadre d'action prioritaire. Si la Bretagne a revu sa copie, l'Auvergne-Rhône-Alpes a encore jusqu'à la rentrée pour la sienne.

De leur côté, le réseau des conservatoires d'espaces naturels, des parcs naturels régionaux, des réserves naturelles et des grands sites de France ont envoyé fin janvier un courrier commun à Laurent Wauquiez pour lui faire part de la forte inquiétude qui remonte du terrain quant à l'avenir du dispositif Natura 2000 dans [sa] région.

Dans une réponse adressée le 30 juin 2022, Laurent Wauquiez assure avec aplomb partager leur inquiétude, et poursuivre sa réflexion sur la manière de financer [les zones Natura 2000] hors Feader. Une promesse qui ne donne ni piste ni calendrier.

Interrogé sur l'avancée de cette *«réflexion»*, le cabinet de Laurent Wauquiez a refusé de répondre. Du côté des acteurs de Natura 2000, beaucoup perçoivent la volonté de laisser mourir en silence ces zones protégées. Si en 2023, l'État continuera d'alimenter les sites naturels à l'aide des crédits européens de l'enveloppe précédente, 2024 verra la disparition des animateurs Natura 2000, et l'abandon des zones sous leur protection.

Bruno Bourgeon <http://www.aid97400.re>

D'après Reporterre du 30 Juillet 2022 (<https://reporterre.net/Laurent-Wauquiez-dezingue-les-zones-protégees-d-Auvergne-Rhone-Alpes>)